



# Coûts énergétiques et leur impact potentiel sur la sécurité sanitaire des aliments

Signal Report

ADURA ID N° F-2023-008

- Depuis avril 2022, le coût de la vie et, surtout, les prix de l'énergie ont fortement augmenté.
- Une enquête menée par la BFH-HAFL<sup>1</sup> avait pour objectif de déterminer dans quelle mesure la population suisse a réagi à la crise énergétique en ce qui concerne la sécurité alimentaire.
- En février 2024, un échantillon représentatif de la population Suisse de 1248 personnes a été interrogé sur leur comportement à cet égard.
- Plus de la moitié (635/1248) des personnes interrogées indiquent avoir adapté leur niveau de vie et près d'un quart (291/1248) consomment moins d'énergie en comparaison à 2022. Les personnes qui économisent de l'énergie le font également dans des domaines qui touchent à la sécurité sanitaire des aliments.
- Ainsi, 116/291 personnes indiquent qu'elles stockent désormais certains aliments en dehors du réfrigérateur et 72/291 personnes ont augmenté la température du réfrigérateur.
- 214/291 personnes incluent la phase de préchauffage du four dans le temps de cuisson et 198/291 éteignent le four ou la plaque de cuisson à l'avance et utilisent la chaleur résiduelle.
- Sur l'ensemble de l'échantillon, 372/1248 et 352/1248 personnes ont déclaré avoir consommé davantage de denrées alimentaires respectivement, après la date de durabilité minimale (DDM) et après la date limite de consommation (DLC).
- Ces résultats indiquent qu'il est nécessaire de faire une communication des risques sur la conservation des aliments facilement périssables et sur les différences entre DDM et DLC.

## Situation

Depuis avril 2022, le coût de la vie a fortement augmenté. Dans ce contexte, Food Standards Scotland (FSS) a mené une enquête auprès des consommateurs écossais afin d'appréhender l'impact de l'augmentation du coût de la vie sur l'environnement alimentaire [1]. Les réponses ont montré que les consommateurs ont réagi en prenant des mesures ayant des répercussions sur la sécurité sanitaire des aliments. Parmi celles-ci, les résultats ont souligné une tendance accentuée à consommer les aliments après la date limite de consommation, à cuire les aliments moins longtemps ou à des températures plus basses. Dans certains cas isolés, ces mesures sont allées jusqu'à la mise hors service temporaire du réfrigérateur ou à l'augmentation générale des températures du réfrigérateur [1].

## Problématique

Ces changements de comportement pourraient également se produire en Suisse, même si l'augmentation du coût de la vie y a été moins importante. Par conséquent, cela pourrait avoir des répercussions sur le nombre de maladies d'origine alimentaire en Suisse.

## Évaluation de la détection précoce

Le comité d'évaluation de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) et le conseil externe ont conclu que le signal « Coûts énergétique et sécurité sanitaire des aliments » devait faire l'objet d'une étude approfondie. La situation en Suisse et en Écosse n'étant pas comparable, il a été proposé de mener une enquête qui servirait de base à une communication plus ciblée sur les risques

<sup>1</sup> Berner Fachhochschule - Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften



alimentaires en Suisse. Il a été proposé de mettre l'accent sur les ménages privés.

## Activités

Sur la base du questionnaire mené en Écosse, un questionnaire adapté à la Suisse a été développé par la BFH-HAFL en collaboration avec l'OSAV. L'institut LINK pour les études de marché et les recherches sociales a été chargé de collecter les données via son panel de consommateurs en ligne. Pour la présente étude, des personnes âgées de 18 à 79 ans ont été interrogées. La collecte des données a eu lieu du 30 janvier au 9 février 2024 sur un échantillon total de N = 1 248 participants. Le nombre de questionnaires réalisés s'est réparti de manière disproportionnée entre les régions linguistiques, avec 628 personnes de Suisse alémanique et 309 et 311 personnes de Suisse romande et du Tessin. Pour chaque région linguistique, il y avait un quota par catégorie d'âge (3 catégories), par sexe (2) et par type de lieu de résidence (3). Afin d'obtenir des résultats aussi représentatifs que possible, une variable de pondération a été développée pour compenser les écarts par rapport au plan de quotas et la stratification disproportionnée des régions linguistiques.

## Résultats

Plus de la moitié (635/1248) des personnes interrogées indiquent avoir adapté leur niveau de vie et près d'un quart (291/1248) ont réduit leurs dépenses énergétiques depuis 2022. Il convient de noter que deux tiers des personnes interrogées ont toujours été économes et n'ont pas changé leur consommation d'énergie [2].

Les personnes économisant de l'énergie (N = 291) depuis l'augmentation des coûts le font également dans des domaines qui touchent à la sécurité alimentaire.

Ainsi, environ 40% (116/291) de ces personnes indiquent qu'elles stockent désormais certains aliments en dehors du réfrigérateur, environ 25% (72/291) a augmenté la température du réfrigérateur et un nombre similaire (65/291) utilise le balcon comme réfrigérateur pendant les mois froids (Figure 1).

Des économies sont aussi réalisées à travers le changement des méthodes de préparation des aliments. Par exemple, près des 75% (214/291) utilisent la phase de préchauffage lors de la cuisson et réduisent ainsi le temps de cuisson et 68%

(198/291) éteignent le four ou la plaque de cuisson à l'avance et utilisent la chaleur résiduelle pour terminer la cuisson. Un peu plus de 50% (150/291) de ces personnes changent de méthode de préparation pour économiser de l'énergie, par exemple, en utilisant la micro-onde ou à plaque de cuisson à la place du four (Figure 2).

L'augmentation des coûts a également un impact sur la consommation de denrées alimentaires ayant dépassées la date de durabilité minimale (DDM) et/ou la date limite de consommation (DLC). Environ 30 % de l'ensemble des participants, soit 372/1248 personnes ont déclaré consommer davantage de denrées alimentaires après la DDM. Il en va de même pour la DLC où 352/1248 personnes ne respectent plus la date limite de consommation pour les denrées alimentaires facilement périssables. Ces résultats laissent également entendre que la population confond DDM et DLC.

71/1248 (5.7%) des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient eu des problèmes de santé exceptionnels liés à l'alimentation depuis le début de l'année 2022. Les personnes les plus jeunes étaient significativement plus nombreuses à présenter de tels troubles (9,3%), de même que les personnes originaires du Tessin (10,5%), les personnes interrogées ayant un faible revenu (8,5%) et un faible niveau de formation (14,2%).

## Conclusions

En Écosse comme en Suisse, l'augmentation des coûts en général et de l'énergie en particulier a un impact négatif sur le comportement de la population en matière de sécurité alimentaire.

Trois aspects, à communiquer auprès de la population, ressortent du rapport :

- Economiser les coûts énergétiques, oui - mais attention aux denrées alimentaires périssables !
- La DLC n'est pas la même chose que la DDM. La DDM (« à consommer de préférence avant le ») doit être indiquée sur les aliments emballés. Pour les denrées alimentaires très périssables, la DLC (« à consommer jusqu'au ») doit être indiquée. Il n'est pas recommandé d'utiliser un aliment périssable au-delà de la DLC.
- Si la température du réfrigérateur est augmentée, la DLC doit être réduite en conséquence, car elle se réfère à une température de 5°C dans le réfrigérateur (voir également les indications de conservation sur l'emballage).



## Graphique

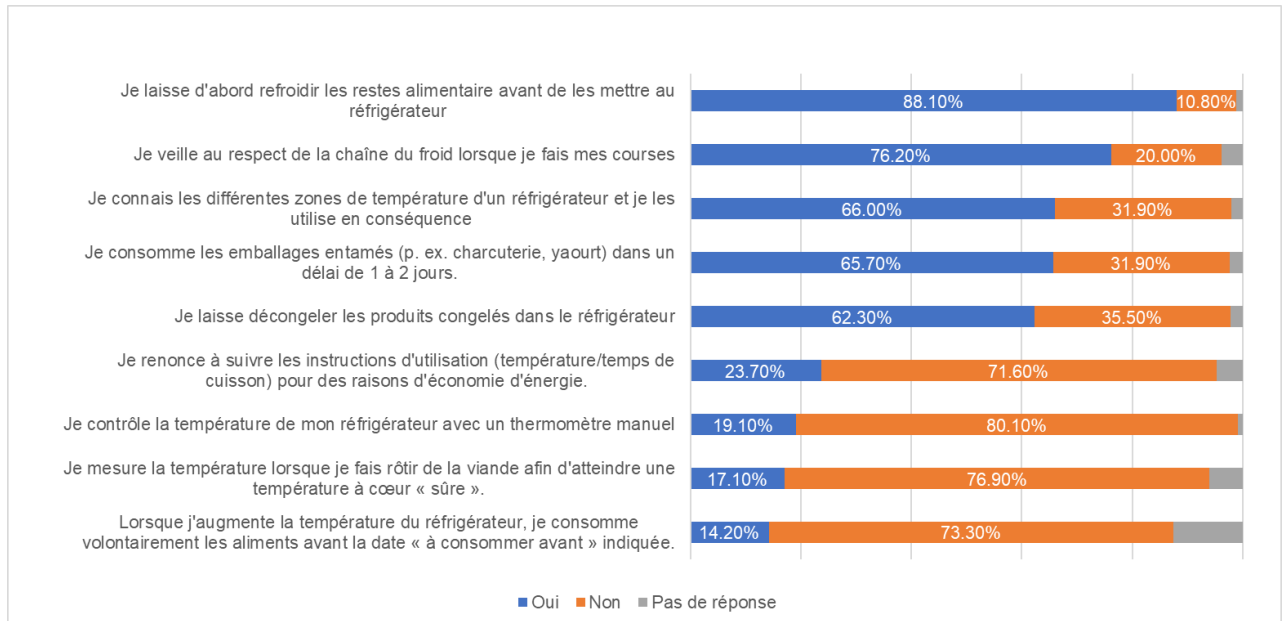


Figure 1. Approbation des comportements en matière de sécurité alimentaire (N=1248).

## Références

- [1] Food Standards Scotland, JRS Research Consortium, (2022). *Research Report : Cost of Living Omnibus Survey, Wave 1*. Disponible en ligne : [Food Standards Scotland cost of living survey | Food Standards Scotland](#)
- [2] Dr Thomas Brunner, (2024). *Explorative Umfrage zu Energiekosten und deren potenziellen Auswirkungen auf die Lebensmittel-sicherheit*. Berner Fachhochschule, Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften HAFL. [Exploratory survey on energy costs and their potential impact on food safety - Brunner - 2024 - Food Risk Assess Europe - Wiley Online Library](#)

